RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr
Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-112321

Département(s) de publication : **51**
Annonce n° **26-112321**

Section 1 - Acheteur

1.1 **Acheteur**

Nom officiel : DEPARTEMENT DE LA MARNE

Forme juridique de l'acheteur : Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 **Procédure**

Titre : Ateliers d'intégration à visée socio-professionnelle

Description : Action visant à lever les freins à un retour à l'emploi, à remobiliser les bénéficiaires du RSA dans un parcours d'insertion socio-professionnel.

Identifiant de la procédure : 038a48b4-b773-4540-a969-9efb2c8a0455

Identifiant interne : AIVSP-CD51

Type de procédure : Autre procédure en une seule étape

Principales caractéristiques de la procédure : Marché à procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 3° du Code de la commande publique

2.1.1 **Objet**

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 75231240 Services de réinsertion

2.1.2 **Lieu d'exécution**

Subdivision pays (NUTS) : Marne (FRF23)

Pays : France

2.1.3 **Valeur**

Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,280,000 **Euro**

2.1.4 **Informations générales**

Si la procédure est annulée ou infructueuse, elle sera relancée

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.5 **Conditions du marché public**

Conditions de présentation :

Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 3

Conditions du marché :

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 3

Section 5 - Lot

5.1 **Identifiant technique du lot** : LOT-0001

Titre : Lot n°1 : Secteurs Châlons Epernay, Vitry-le-François, Fismes et Ay

Description : Action visant à lever les freins à un retour à l'emploi, à remobiliser les bénéficiaires du RSA dans un parcours d'insertion socio-professionnel sur les secteurs Châlons Epernay, Vitry-le-François, Fismes et Ay

Identifiant interne : Lot 1

5.1.1 **Objet**

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 75231240 Services de réinsertion

Options :

Description des options : Suite à la période initiale d'une durée d'un an, l'accord-cadre peut être reconduit tacitement 3 fois par période d'une année.

5.1.2 **Lieu d'exécution**

Subdivision pays (NUTS) : Marne (FRF23)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 **Durée estimée**

Durée : 4 **An**

5.1.6 **Informations générales**

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : **oui**

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) : **oui**

Informations complémentaires : Les critères de sélection des candidatures sont la situation juridique des candidats, ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Cet accord-cadre est mono-attributaire. Les prix sont fermes durant la période initiales puis révisables. Le dossier de consultation est téléchargeable dans son intégralité sur : www.xmarches.fr. La période initiale de cet accord-cadre couvre l'année 2027. Il est reconductible 3 fois tacitement pour 2028, 2029 et 2030. Le titulaire ne peut pas refuser les reconductions. Le montant estimé des commandes pour la période initiale de l'accord-cadre est de 63 000 euros. Ce montant est identique pour chaque période de reconduction. Le montant maximum des commandes pour la période initiale de l'accord cadre est de 90 000 euros. Ce montant est identique pour chaque période de reconduction. Se référer au règlement de consultation

5.1.11 **Documents de marché**

Adresse des documents de marché : www.xmarches.fr

5.1.12 **Conditions du marché public**

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : www.xmarches.fr

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 11/12/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 150 **Jour**

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés : Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : **non**

Le paiement en ligne sera utilisé : **non**

5.1.15 **Techniques**

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 **Informations complémentaires, médiation et réexamen**

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne

Informations relatives aux délais de recours : Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Il est précisé que le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne peut être saisi depuis la plateforme "TELERECOURS CITOYEN" sur le site Internet www.telerecours.fr

5.1 **Identifiant technique du lot** : LOT-0002

Titre : Lot n°2 : Secteur Reims

Description : Action visant à lever les freins à un retour à l'emploi, à remobiliser les bénéficiaires du RSA dans un parcours d'insertion socio-professionnel sur le secteur de Reims

Identifiant interne : Lot 2

5.1.1 **Objet**

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 75231240 Services de réinsertion

Options :

Description des options : Suite à la période initiale d'une durée d'un an, l'accord-cadre peut être reconduit tacitement 3 fois par période d'une année.

5.1.2 **Lieu d'exécution**

Subdivision pays (NUTS) : Marne (FRF23)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 **Durée estimée**

Durée : 4 **An**

5.1.6 **Informations générales**

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : **oui**

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) : **oui**

Informations complémentaires : Les critères de sélection des candidatures sont la situation juridique des candidats, ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Cet accord-cadre est mono-attributaire. Les prix sont fermes durant la période initiale puis révisables. Le dossier de consultation est téléchargeable dans son intégralité sur : www.xmarches.fr. La période initiale de cet accord-cadre couvre l'année 2027. Il est reconductible 3 fois tacitement pour 2028, 2029 et 2030. Le titulaire ne peut pas refuser les reconductions. Le montant estimé des commandes pour la période initiale de l'accord-cadre est de 127 000 euros. Ce montant est identique pour chaque période de reconduction. Le montant maximum des commandes pour la période initiale de l'accord cadre est de 180 000 euros. Ce montant est identique pour chaque période de reconduction. Se référer au règlement de consultation

5.1.11 **Documents de marché**

Adresse des documents de marché : www.xmarches.fr

5.1.12 **Conditions du marché public**

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : www.xmarches.fr

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 11/12/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 150 **Jour**

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés : Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : **non**

Le paiement en ligne sera utilisé : **non**

5.1.15 **Techniques**

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 **Informations complémentaires, médiation et réexamen**

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne

Informations relatives aux délais de recours : Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Il est précisé que le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne peut être saisi depuis la plateforme "TELERECOURS CITOYEN" sur le site Internet www.telerecours.fr

5.1 **Identifiant technique du lot** : LOT-0003

Titre : Lot n°3 : Secteur Sainte Ménéhould, Sézanne

Description : Action visant à lever les freins à un retour à l'emploi, à remobiliser les bénéficiaires du RSA dans un parcours d'insertion socio-professionnel sur le secteur de Sainte Ménéhould et Sézanne.

Identifiant interne : lot 3

5.1.1 **Objet**

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 75231240 Services de réinsertion

Options :

Description des options : Suite à la période initiale d'une durée d'un an, l'accord-cadre peut être reconduit tacitement 3 fois par période d'une année.

5.1.2 **Lieu d'exécution**

Subdivision pays (NUTS) : Marne (FRF23)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 **Durée estimée**

Durée : 4 **An**

5.1.6 **Informations générales**

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : **oui**

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME) : **oui**

Informations complémentaires : Les critères de sélection des candidatures sont la situation juridique des candidats, ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Cet accord-cadre est mono-attributaire. Les prix sont fermes durant la période initiale puis révisables. Le dossier de consultation est téléchargeable dans son intégralité sur : www.xmarches.fr. La période initiale de cet accord-cadre couvre l'année 2027. Il est reconductible 3 fois tacitement pour 2028, 2029 et 2030. Le titulaire ne peut pas refuser les reconductions. Le montant estimé des commandes pour la période initiale de l'accord-cadre est de 32 000 euros. Ce montant est identique pour chaque période de reconduction. Le montant maximum des commandes pour la période initiale de l'accord cadre est de 50 000 euros. Ce montant est identique pour chaque période de reconduction. Se référer au règlement de consultation

5.1.11 **Documents de marché**

Adresse des documents de marché : www.xmarches.fr

5.1.12 **Conditions du marché public**

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : www.xmarches.fr

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 11/12/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 150 **Jour**

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés : Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : **non**

Le paiement en ligne sera utilisé : **non**

5.1.15 **Techniques**

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 **Informations complémentaires, médiation et réexamen**

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne

Informations relatives aux délais de recours : Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Il est précisé que le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne peut être saisi depuis la plateforme "TELERECOURS CITOYEN" sur le site Internet www.telerecours.fr

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : DEPARTEMENT DE LA MARNE

Numéro d'enregistrement : 22510001500018

Adresse postale : 2bis rue de Jessaint - CS 30454

Ville : CHALONS-EN-CHAMPAGNE

Code postal : 51000 Châlons-en-Champagne

Subdivision pays (NUTS) : Marne (FRF23)

Pays : France

Adresse électronique : marchespublics@marne.fr

Téléphone : 0326695151

Profil de l'acheteur : www.xmarches.fr

Rôles de cette organisation :

Acheteur

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne

Numéro d'enregistrement : 17510005600019

Adresse postale : 25 rue du Lycée

Ville : CHALONS-EN-CHAMPAGNE

Code postal : 51036

Subdivision pays (NUTS) : Marne (FRF23)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr

Téléphone : 0326668687

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 4f23aae2-f537-4911-b251-0a0586b72787 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 19/11/2026 à 10:40

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

---

Date d'envoi du présent avis à la publication : 19/11/2026